Présentation de la thèse de Michel Poisson, *L'École internationale d'enseignement infirmier supérieur Lyon (1965-1995). Fabrique d'une élite et creuset pour l'émancipation des infirmières françaises du XX^e siècle*

Sophie Divay

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/7478>

DOI : 10.4000/formationemploi.7478

ISSN : 2107-0946

Éditeur

La Documentation française

Édition imprimée

Date de publication : 26 juin 2019

Pagination : 199-206

ISSN : 0759-6340

Référence électronique

Sophie Divay, « Présentation de la thèse de Michel Poisson, *L'École internationale d'enseignement infirmier supérieur Lyon (1965-1995). Fabrique d'une élite et creuset pour l'émancipation des infirmières françaises du XX^e siècle* », *Formation emploi* [En ligne], 146 | Avril-Juin 2019, mis en ligne le 26 juin 2019, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/formationemploi/7478> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/formationemploi.7478>

Note de Lecture

Présentation de la thèse de Michel Poisson, *L'École internationale d'enseignement infirmier supérieur Lyon (1965-1995). Fabrique d'une élite et creuset pour l'émancipation des infirmières françaises du XX^e siècle*

Sophie Divay

Sociologue, maîtresse de conférences, Université de Reims, Centre d'études et de recherches sur les professionnalisations (CEREP)

Introduction

Qui se souvient aujourd'hui de la seule École internationale et supérieure d'enseignement infirmier (EIEIS) ayant existé en France durant trente ans ? Qui, parmi les infirmières et leurs cadres ? Qui, parmi les experts de la formation professionnelle pour adultes ? Qui, parmi les historiens et sociologues de la formation ?

Grâce à Michel Poisson, cette expérience unique, originale, et par certains côtés subversive, est désormais durablement consignée dans une thèse, consultable en ligne, et, on l'espère, prochainement publiée. Cette École échappe ainsi à un oubli probable, car la mémoire de ses membres, aussi vive soit-elle, n'est pas impérissable, et rares sont ceux à avoir couché leurs souvenirs par écrit, qu'ils aient été élèves ou enseignants.

Sans Michel Poisson, qu'aurait-on risqué d'oublier ? Un dispositif de formation promotionnel social et professionnel réservé à des infirmières¹. Un parcours ascensionnel leur était ainsi offert à travers l'accès à des fonctions, soit de cadre supérieur (de supervision, direction ou enseignement), soit d'expert spécialisé ou de chercheur en soins infirmiers. L'offre de telles destinées s'avérait exceptionnelle à une époque où les postes de cadres étaient presque totalement fermés aux femmes.

Encore plus révolutionnaire était l'intention, corollaire à cette formation et aux postes dont elle devait entraîner l'instauration, de mettre en place à l'hôpital une lignée hiérarchique

1 Comme toujours, lorsque le « masculin neutre » n'est pas utilisé, une note de bas de page s'impose afin de préciser que, les hommes étant si minoritaires dans la population considérée (en l'occurrence, celui du groupe professionnel infirmier dans les années 1960), c'est le féminin qui prévaudra systématiquement.

infirmière aux côtés de celles du personnel médical et administratif, c'est-à-dire de placer au même niveau des « petites » infirmières et des grands hommes, médecins et directeurs d'établissement !

Dernier aspect inédit : pour la première fois dans l'histoire, en France, cette École a ouvert les portes de l'université aux infirmières qui ont ainsi pu se voir délivrer un diplôme universitaire (DU). Cette innovation marque le début d'une évolution de la formation continue et promotionnelle des soignants, peut-être pas assez étudiée et anticipée par les plus militants d'entre eux, dont la quête de « reconnaissance » débouche aujourd'hui sur une remise en question de la formation par les pairs, au sein d'écoles professionnelles. Le contrôle de sa formation, un temps dite « permanente » et aujourd'hui « tout au long de la vie », par le groupe professionnel infirmier, a bien été un des enjeux centraux de cette École.

1. Un groupe professionnel (péniblement) arrivé « à maturité »

Dans les deux cents premières pages, l'auteur s'attelle à la reconstitution du passé de son objet du passé, c'est-à-dire au contexte d'émergence de l'EIEIS, qui n'est autre que celui du monde de l'infirmière française « moderne ».

Il dénoue un entremêlement de facteurs comprenant, entre autres, diverses influences étrangères, le rôle de l'État et des médecins, les combats de pionnières par le biais de leurs associations et instances institutionnelles souvent divisées, les évolutions de l'hôpital, siège de progrès scientifiques et techniques, l'éclosion des premières écoles d'infirmières, la création du premier diplôme d'infirmière (1922), suivie de l'ouverture des premières écoles de cadres (à partir de 1951), porteuses de leurs premiers diplômes. En résumé, l'historien adopte le regard d'un sociologue des groupes professionnels pour retracer le chemin parcouru par les infirmières, de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux années 1960, en France.

2. Impulsions de promoteurs internationaux de la santé publique

C'est au début des années 1960 qu'un acteur clé entre en scène : dans le cadre de la décolonisation, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit une politique d'aide des pays riches européens aux pays de la région africaine, dits en état de sous-développement. Les soins curatifs et préventifs faisant cruellement défaut, le personnel infirmier est situé au centre des programmes sanitaires.

Ces orientations vont favoriser un développement de la profession d'infirmière et encourager une élévation du niveau de leurs compétences. C'est dans cette optique que l'OMS vise la constitution d'une élite professionnelle composée d'infirmières hautement qualifiées, destinées à occuper des postes à responsabilité, soit dans l'enseignement, en tant que

directrices d'école, soit dans les services hospitaliers, en tant que surveillantes générales, chargées de l'organisation des soins infirmiers.

3. Projet d'une école d'élite dont les infirmières n'avaient pas osé rêver

Un processus d'enrôlement² (Callon, 1986) va alors se mettre en place et recouvrir la constitution d'un réseau d'acteurs et l'instauration de négociations multilatérales afin de parvenir à l'aboutissement du projet d'une École internationale d'enseignement supérieur pour infirmières : à l'OMS s'ajoutent la Fondation Rockefeller, l'Etat français *via* le ministère de la Santé publique et de la Population, les Hospices civils de Lyon (HCL), et l'université de Lyon, avec quelques-unes de ses facultés.

L'implication de ces co-financeurs et décideurs va permettre l'ouverture de l'EIEIS. Au passage, l'École nationale de la santé publique (ENSP), lieu de formation des directeurs d'hôpital, se voit écartée du projet, signe que les temps ne sont pas encore à la « managérialisation » des futures cheffes d'infirmières.

Preuve en est le contenu du programme d'enseignement sur deux années qui comprend une très grande part de sciences humaines et sociales (philosophie, psychologie, anthropologie, sciences politiques, pédagogie, etc.), les apports médicaux étant par ailleurs inexistant. Quant à l'intitulé du diplôme, il affiche à lui seul la revendication d'une identité professionnelle : « DU d'enseignement infirmier supérieur ».

4. De grandes ambitions, des débuts prometteurs

Promoteurs, financeurs et personnels nourrissent de grands espoirs à l'ouverture de l'École et profitent de vents porteurs. En toile de fond, des politiques publiques en faveur de la formation professionnelle promotionnelle, notamment conduites par Michel Debré ; une période dite des Trente glorieuses, dont la gloire toute relative (Pawi, 2013) est tout de même propice aux engagements de dépenses hospitalières, facilitant en l'occurrence l'engagement des HCL qui alimentent grandement le budget de l'École ; un soutien intéressé du ministère de la Santé, préoccupé par la pénurie d'infirmières dans les établissements, et qui manque de formatrices (appelées monitrices) dans les écoles qu'il crée pour pallier cette pénurie ; une université qui commence à ouvrir plus grand ses portes à de nouveaux profils

2 Processus de mobilisation des acteurs, à qui est attribué un rôle qu'ils acceptent de jouer dans le cadre d'interactions stratégiques, de négociations permettant de faire aboutir un projet entre autres par le biais de porte-parole capables de traduire en un langage partageable les différents discours des principales parties prenantes.

d'étudiants et, enfin, un groupe professionnel en attente de revalorisation de ses études, de la constitution des sciences en soins infirmiers en tant que discipline et d'un accès à la recherche grâce à la création d'un doctorat. Tout concorde donc pour que l'expérience soit couronnée de succès, et les débuts sont prometteurs.

5. Défi relevé... tout au moins aux débuts de l'expérience

Au cours des premières années, grâce aux moyens dont ils disposent, les membres de l'École vont développer une intense activité intellectuelle de militants, d'enseignants et de quasi-chercheurs universitaires.

De nombreux déplacements en France ou à l'étranger leur sont notamment financés par l'OMS, tels que des voyages d'étude, des missions d'experts en soins infirmiers ou encore des « séminaires résidentiels ». Ils mènent une activité associative en tant qu'élue(s) dans des organismes collectifs et instances permanentes (commissions, conseils de perfectionnement, comités d'entente) des écoles d'infirmières et de cadres infirmiers, produisent des rapports et participent à des enquêtes sur le métier d'infirmière, sont membres de commissions ministérielles. Certains d'entre eux vont même accéder à des postes à responsabilité au ministère.

Par ailleurs, les anciens élèves de l'École vont mettre sur pied un réseau, et créer, en 1972, l'AMIEC (association des amis de l'EIEIS), puis, en 1975, les *Cahiers de l'AMIEC*, consacrés à l'étude des soins et du service infirmier. Par le biais de ces initiatives, un essaimage de « l'esprit EIEIS » va se produire, et cet effet sera prolongé par les diplômées de l'École qui deviendront monitrices ou directrices d'écoles de cadres ou d'infirmières.

« L'esprit EIEIS » constitue le soubassement d'un éthos professionnel en construction de « l'infirmière moderne », qui imprègne sa pratique de principes moraux défendant entre autres : une prise en charge globale du patient, c'est-à-dire, parallèlement (ou contrairement) aux médecins, du malade et non de la maladie ; l'éducation thérapeutique du patient, acteur de son parcours de soins ; le développement d'une politique de la santé publique tournée vers le hors-hospitalier, etc.

6. Problème de débouchés sur les marchés professionnel et de l'offre de formation infirmière supérieure

La difficulté majeure, qui se pose d'emblée, restera sans solution et sera fatale à l'École : le nombre des inscriptions d'étudiants, notamment français, est trop faible. Est-ce le signe d'un manque d'attractivité ? Oui, mais la qualité des enseignements ne peut être mise en cause. L'OMS ne finance des bourses que pour les étudiants étrangers (et encore, ces

financements vont progressivement diminuer), et les Français ne sont pas soutenus par leur employeur, parce que les débouchés professionnels n'ont pas été mis en place. Dès avant l'ouverture de l'École, les promoteurs avaient défendu la généralisation et l'institutionnalisation, à l'hôpital, de postes de surveillantes générales, ainsi que la promulgation de textes imposant une formation après concours, dispensée... par l'EIEIS.

Tout espoir est perdu en 1975, date de création du corps des infirmières générales. Dans les conditions d'accès, la réglementation n'impose pas l'obligation de suivre une formation supérieure à l'École, mais un temps d'adaptation à l'emploi assuré par... l'ENSP ! Les négociations avec le ministère et la ministre de l'époque, Madame Simone Veil, n'ont pas connu d'issue favorable pour les tenants de l'EIEIS et, selon Michel Poisson, c'est une « *chimère qui disparaît* ».

Et comme un malheur n'arrive jamais seul, la même année, l'Assistance publique de Paris ouvre les portes de son IESCH³, institut de formation supérieure destinée à ses cadres hospitaliers, délivrant une maîtrise de sciences et techniques, en partenariat avec l'université de Paris-Dauphine

Funeste année que celle de 1975, au cours de laquelle l'EIEIS perd son monopole sur le marché de la formation supérieure des infirmières, et ses possibles débouchés sur le marché professionnel des cadres infirmières.

7. « Triste fin ! »

Dès 1978, il est question de la survie de l'École. Après un changement de direction administrative, confrontée au tournant gestionnaire qui s'annonce à partir de 1970, année d'une loi hospitalière instaurant une logique de restrictions financières, les HCL vont devenir très exigeants et en attente de rentabilité : l'EIEIS et ses personnels sont sommés de dégager des ressources propres et, pour ce faire, de développer leur activité de formation professionnelle continue. L'EIEIS disparaît et devient un département d'enseignement infirmier supérieur (DEIS) d'une part installé au sein d'un IIFSCS⁴ des HCL, et d'autre part rattaché à l'université de Lyon. Le montage institutionnel, qui peut paraître compliqué vu de l'extérieur, fait perdre de sa visibilité à l'ex-École et au passage son caractère international comme le montre le choix de son nouveau nom (« DEIS » ne comprenant plus cet adjectif).

La liberté d'action des personnels du DEIS est réduite. Ceux-ci sont contraints d'assurer une certaine productivité en tant que fournisseurs de sessions de formations continues de

3 IESCH : Institut d'enseignement supérieur de cadres hospitaliers.

4 IIFSCS : Institut international supérieur de la formation des cadres de santé.

courte durée, plus rentables que leur service dans le DU d'enseignement infirmier supérieur, rescapé de la restructuration, mais toujours aussi peu attractif.

Tout au long de ses dix-sept années d'existence (de 1978 à 1995), le DEIS va poursuivre ses activités de formation, les membres tentant de rester fidèles au projet fondateur. Les rapports avec la direction de l'hôpital seront tendus jusqu'au bout. Le soutien de l'OMS faiblit pendant que le ministère délaisse le développement des soins infirmiers, au profit de l'enseignement de la gestion et du management pour tous ses cadres, paramédicaux y compris. La démotivation s'installe au sein des personnels de l'ex-École, ils ne parviendront pas à adhérer aux nouveaux objectifs organisationnels, et faute de rentabilité, le DEIS s'éteint en 1995 ; mais laissons le mot de la fin à l'auteur :

« Le nouveau directeur de l'Institut réduisit drastiquement les moyens du DEIS affectés à l'enseignement universitaire et professionnel, reléguant sans grand ménagement la quasi-totalité de l'équipe à la formation continue désormais considérée comme l'activité principale. (...) Il avait littéralement supprimé toute possibilité d'activité de recherche, de prospective et d'écriture du corps des enseignants infirmiers. (...) D'anciens étudiants tentèrent d'imaginer un plan de sauvetage cohérent du DEIS, en proposant une évolution de grande envergure. Néanmoins, cette stratégie était incompatible avec la vision strictement comptable et à court terme du directeur de l'Institut, conforté par un nouveau directeur général des HCL ouvertement hostile à la promotion d'études supérieures à orientation disciplinaire. Faute des moyens nécessaires, ces propositions ne furent pas même sérieusement examinées, et l'apparition de nouvelles maîtrises concurrentes jugées commercialement plus attractives, sans considération pour les contenus d'enseignement proposés, constitua un opportun prétexte pour fermer le DEIS. » (p. 589)

8. Conclusion : pourquoi il faut lire non seulement la thèse, mais aussi les nombreux autres écrits de Michel Poisson

L'histoire de cette École vaut d'être lue et connue, non seulement pour les informations inédites qu'elle apporte sur un épisode du champ de la formation professionnelle, mais aussi, plus largement, pour l'analyse des incidences du tournant gestionnaire et managérial qui s'est produit en France dans les années 1990.

La logique professionnelle a, en l'occurrence, été vaincue par la logique organisationnelle et gestionnaire. L'École d'enseignement supérieur, dont les membres ont lutté pour l'accès à l'université des infirmières et la création d'une discipline en sciences infirmières, n'a pas survécu aux impératifs financiers doublés d'un manque de soutien ministériel.

Le « top management » (directeurs des soins, ex-infirmières générales) de la hiérarchie infirmière et paramédicale est de ce fait aujourd'hui formé à l'EHESP⁵, ex-ENSP, là même où sont formés les directeurs d'hôpital.

Grâce à la thèse de Michel Poisson, les logiques sociohistoriques qui sous-tendent ce long processus sont analysées avec une grande finesse et un souci de la description et de l'explication très poussé, au point de livrer au lecteur une mine d'informations précieuses sur les biographies des protagonistes impliqués, les liens entre institutions nationales et internationales, la complexité des logiques d'action individuelles et collectives.

Toutefois, des questions restent en suspens. Ainsi, on s'interroge sur le rôle joué par des infirmières formées à l'EIEIS dans le cours de l'histoire de cette expérience unique. L'auteur fait souvent montre d'un manque de distance. Son appartenance au milieu, en tant qu'ex-infirmier et formateur de cadres de santé en IFCS, l'expose à ce « pêché mignon » qui se traduit par des commentaires très (trop) élogieux ou laissant poindre une irritation envers certains membres de l'École (Marie-France Collière, par exemple). Mais là n'est pas l'essentiel. Une question plus intrigante est celle de la complexité de l'influence de ces acteurs : ont-ils tous été des défenseurs du groupe professionnel soucieux de son autonomie et de ses valeurs soignantes/humanistes ? N'ont-ils pas cédé aux attraites de la carrière professionnelle inscrite dans une ligne hiérarchique professionnelle pourvoyeuse de postes de pouvoir ? Comment, une fois devenus cadre supérieur, infirmière générale ou directeur des soins, ont-ils rempli leurs fonctions dans un univers hospitalier étranger aux objectifs de l'EIEIS ? Comment ont-ils construit, aménagé, transformé leur ethos professionnel ? (Boussard, 2013)

N'ont-ils pas, pour certains, participé à la rationalisation des soins infirmiers et à leur mise en conformité avec les logiques administratives et gestionnaires ? Une ex-élève de l'EIEIS, Danielle Vaillant, devenue conseillère technique ministérielle, en poste auprès de Jean de Kervasdoué, directeur des hôpitaux au ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, n'a-t-elle pas œuvré à travers la conception et diffusion, en 1984, des « Guides du service infirmier », à une « mise en ordre » standardisée des pratiques de travail infirmier, sous prétexte de les faire sortir de leur invisibilité et de les mettre en valeur ? (Acker, 1991). Ces outils n'étaient-ils pas annonciateurs des dispositifs d'évaluation et de « protocolisation » qui se mettront en place quelques années plus tard ?

Par ailleurs, l'attirance revendiquée par les infirmières membres de l'EIEIS et/ou d'associations professionnelles pour l'université a-t-elle servi l'autonomisation de leur groupe professionnel ? L'éclat des diplômes, à l'époque maîtrise, DEA⁶ et doctorat, voie royale vers la recherche et l'instauration d'une discipline en soins infirmiers, ne les a-t-il pas éblouis, voire aveuglés ? Le rapprochement entre des écoles professionnelles, où la transmission du savoir

5 HESP : École des hautes études en santé publique.

6 Diplôme d'études approfondies (Bac + 5).

relève des pairs, et le monde universitaire n'a-t-il pas affaibli cet autocontrôle de la reproduction du groupe professionnel ? Les conventions avec les universités ont donné voix au chapitre à des intervenants extérieurs, de disciplines diverses, sciences sociales et humaines, mais aussi sciences de la nature et médecine. Les écoles de cadres ont été en particulier le lieu de l'introduction de ces enseignants non infirmiers, provenant aujourd'hui en grande partie des sciences de gestion et du management.

Pourraient également être questionnées les « *vertus émancipatrices* » de l'université (expression de l'auteur) qui s'actualisent aujourd'hui dans la mise en place des masters IPA (infirmières de pratiques avancées). Les finalités de l'EIEIS sont apparemment atteintes : une formation supérieure universitaire est instaurée, une filière complète menant au doctorat en soins infirmiers est officiellement annoncée. Mais dans quelles conditions ? Les sciences sociales et humaines qui étaient au cœur du programme de formation de l'EIEIS sont réduites à la portion congrue et les masters 2 ont tous été ouverts dans des facultés de médecine. Dans une telle vague d'« universitarisation » et de « mastérisation », les écoles professionnelles formant aujourd'hui les cadres de santé survivront-elles encore longtemps ou subiront-elles le même sort que l'EIEIS ?

Le magnifique travail, d'une grande érudition, de Michel Poisson, comprenant non seulement sa thèse, mais également tous ses écrits antérieurs, sont donc des sources de connaissance et de questionnement de grande pertinence et utilité pour comprendre les évolutions actuelles de la formation professionnelle pour adultes, en France.

■ Référence de la thèse

Poisson Michel (2018), *L'École internationale d'enseignement infirmier supérieur Lyon (1965-1995). Fabrique d'une élite et creuset pour l'émancipation des infirmières françaises du XX^e siècle*, Thèse d'histoire, soutenue le 18 octobre 2018 à l'université du Havre, 633 pages. Consultable sur Internet : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01951900/document>

■ Bibliographie

Acker F. (1991), « La fonction infirmière. L'imaginaire nécessaire », *Sciences sociales & Santé*, vol. IX, n° 2, juin, pp. 123-143.

Boussard V. (2013), « Travail d'organisation gestionnaire des cadres et mutation des entreprises publiques », *La nouvelle revue du travail* [En ligne], 2|2013, mis en ligne le 30 mars 2013, URL : <http://journals.openedition.org/nrt/845> ; DOI : 10.4000/nrt.845

Callon M. (1986), « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques dans la Baie de Saint-Brieuc », dans *L'Année sociologique*, n° 36.

Pawin R. (2013), « Retour sur les « trente glorieuses » et la périodisation du second XX^e siècle », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. LX, n° 1, janvier-mars.